

SENATO DELLA REPUBBLICA

VIII LEGISLATURA

(N. 1992)

DISEGNO DI LEGGE

*approvato dalla Camera dei deputati nella seduta del 27 luglio 1982
(V. Stampato n. 3270)*

presentato dal Ministro degli Affari Esteri

(COLOMBO)

di concerto col Ministro del Bilancio e della Programmazione Economica

(LA MALFA)

col Ministro del Tesoro

(ANDREATTA)

e col Ministro dell'Agricoltura e delle Foreste

(BARTOLOMEI)

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza
il 29 luglio 1982*

Ratifica ed esecuzione dei Protocolli del 1981 per la sesta proroga della Convenzione sul commercio del grano del 1971 e per la prima proroga della Convenzione sull'aiuto alimentare del 1980, aperti alla firma a Washington il 24 marzo 1981

DISEGNO DI LEGGE

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare i Protocolli del 1981 per la sesta proroga della Convenzione sul commercio del grano del 1971 e per la prima proroga della Convenzione sull'aiuto alimentare del 1980, aperti alla firma a Washington il 24 marzo 1981.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data ai Protocolli di cui all'articolo precedente a decorrere dalla loro entrata in vigore in conformità rispettivamente agli articoli 9 e IX dei Protocolli stessi.

Art. 3.

In attuazione del programma di aiuto alimentare della Comunità economica europea a favore dei Paesi in via di sviluppo, l'Azienda di Stato per gli interventi nel mercato agricolo (AIMA) è incaricata di provvedere, secondo le norme emanate o che saranno emanate dalla stessa Comunità, alla fornitura a tali Paesi della quota di partecipazione italiana, con imputazione della relativa spesa alla « gestione finanziaria » della predetta Azienda.

Art. 4.

All'onere derivante dall'applicazione della presente legge, valutato in lire 19.500 milioni in ragione di anno, si provvede con le disponibilità del capitolo n. 4532 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno finanziario 1982 e dei corrispondenti capitoli per gli anni finanziari successivi.

PROTOCOLES

de 1981 portant sixième prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971 et portant première prorogation de la Convention relative à l'aide alimentaire de 1980 constituant l'Accord international sur le blé de 1971

PREAMBULE

La Conférence chargée d'établir les textes des Protocoles de 1981 portant sixième prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971 et portant première prorogation de la Convention relative à l'aide alimentaire de 1980 constituant l'Accord international sur le blé de 1971,

Considérant que l'Accord international sur le blé de 1949 a été révisé, renouvelé ou prorogé en 1953, 1956, 1959, 1962, 1965, 1966, 1967, 1968, 1971, 1974, 1975, 1976, 1978 et 1979,

Considérant que l'Accord international sur le blé de 1971, composé de deux instruments juridiques distincts — la Convention sur le commerce du blé de 1971 qui a été prorogée à nouveau par Protocole en 1979, d'une part, et la Convention relative à l'aide alimentaire de 1980, d'autre part — prend fin le 30 juin 1981,

A établi les textes des Protocoles de 1981 portant sixième prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971 et portant première prorogation de la Convention relative à l'aide alimentaire de 1980.

PROTOCOLE DE 1981 PORTANT SIXIÈME PROROGATION
DE LA CONVENTION SUR LE COMMERCE DU BLÉ DE 1971

Les gouvernements parties au présent Protocole,

Considérant que la Convention sur le commerce du blé de 1971 (ci-après dénommée « la Convention ») de l'Accord international sur le blé de 1971, qui a été prorogée à nouveau par Protocole en 1979, vient à expiration le 30 juin 1981,

Sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE 1^{ER}.

(Prorogation, venue à expiration et résiliation de la Convention).

Sous réserve des dispositions de l'article 2 du présent Protocole, la Convention demeurera en vigueur entre les parties au présent Protocole jusqu'au 30 juin 1983, étant entendu toutefois que, si un nouvel accord international en matière de blé entre en vigueur avant le 30 juin 1983, ledit Protocole demeurera en vigueur jusqu'à la date d'entrée en vigueur du nouvel accord seulement.

ARTICLE 2.

(Dispositions de la Convention rendues inopérantes).

Les dispositions suivantes de la Convention seront considérées comme inopérantes à compter du 1er juillet 1981:

- a) le paragraphe 4 de l'article 19;
- b) les articles 22 à 26 inclus;
- c) le paragraphe 1 de l'article 27;
- d) les articles 29 à 31 inclus.

ARTICLE 3.

(Définition).

Toute mention, dans le présent Protocole, du « gouvernement » ou des « gouvernements » est réputée valoir aussi pour la Communauté économique européenne (ci-après dénommée « la Communauté »). En conséquence, toute mention, dans le présent Protocole, de « la signature » ou du « dépôt des instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation » ou d'un « instrument d'adhésion » ou d'une « déclaration d'application à titre provisoire » par un gouvernement est, dans le cas de la Communauté, réputée valoir aussi pour la

signature ou pour la déclaration d'application à titre provisoire au nom de la Communauté par son autorité compétente ainsi que pour le dépôt de l'instrument requis par la procédure institutionnelle de la Communauté pour la conclusion d'un accord international.

ARTICLE 4.

(Dispositions financières).

La cotisation initiale de tout membre exportateur ou de tout membre importateur qui adhère au présent Protocole conformément aux dispositions de l'alinéa *b*) du paragraphe 1 de l'article 7 dudit Protocole est fixée par le Conseil en fonction du nombre des voix qui lui seront attribuées et de la période restant à courir dans l'année agricole; toutefois, les cotisations fixées pour les autres membres exportateurs et pour les autres membres importateurs au titre de l'année agricole en cours ne sont pas modifiées.

ARTICLE 5.

(Signature).

Le présent Protocole sera ouvert, à Washington, du 24 mars 1981 au 15 mai 1981 inclus, à la signature des gouvernements des pays parties à la Convention prorogée à nouveau par le Protocole de 1979, ou provisoirement considérés comme étant parties à celle-ci, au 6 mars 1981, ou qui sont membres de l'Organisation des Nations Unies, de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique et sont énumérés dans l'annexe A ou dans l'annexe B de la Convention.

ARTICLE 6.

(Ratification, acceptation ou approbation).

Le présent Protocole est soumis à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation de chacun des gouvernements signataires conformément à ses procédures constitutionnelles. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique au plus tard le 30 juin 1981, étant entendu toutefois que le Conseil peut accorder une ou plusieurs prolongations de délai à tout gouvernement signataire qui n'aura pas déposé son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation à cette date.

ARTICLE 7.

(Adhésion).

1. Le présent Protocole sera ouvert:

a) jusqu'au 30 juin 1981, à l'adhésion du gouvernement de tout membre énuméré à cette date dans les annexes A ou B de

la Convention, étant entendu toutefois que le Conseil peut accorder une ou plusieurs prolongations de délai à tout gouvernement n'ayant pas déposé son instrument à la date en question, et

b) après le 30 juin 1981, à l'adhésion du gouvernement de tout membre de l'Organisation des Nations Unies, de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique, aux conditions que le Conseil jugera appropriées à la majorité des deux tiers au moins des voix exprimées par les membres exportateurs et des deux tiers au moins des voix exprimées par les membres importateurs.

2. L'adhésion a lieu par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

3. Lorsqu'il est fait mention, aux fins de l'application de la Convention et du présent Protocole, des membres énumérés dans les annexes A ou B de la Convention, tout membre dont le gouvernement a adhéré à la Convention dans les conditions prescrites par le Conseil ou au présent Protocole conformément à l'alinéa b) du paragraphe 1 du présent article sera réputé énuméré dans l'annexe appropriée.

ARTICLE 8.

(Application à titre provisoire).

Tout gouvernement signataire peut déposer auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique une déclaration d'application à titre provisoire du présent Protocole. Tout autre gouvernement remplissant les conditions nécessaires pour signer le présent Protocole ou dont la demande d'adhésion est approuvée par le Conseil peut aussi déposer auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique une déclaration d'application à titre provisoire. Tout gouvernement déposant une telle déclaration applique provisoirement le présent Protocole et il est considéré provisoirement comme y étant partie.

ARTICLE 9.

(Entrée en vigueur).

1. Le présent Protocole entrera en vigueur le 1er juillet 1981 si, au 30 juin 1981, des gouvernements représentant les membres exportateurs qui détiennent au moins 60 pour cent des voix dénombrées dans l'annexe A et représentant les membres importateurs qui détiennent au moins 50 pour cent des voix dénombrées dans l'annexe B, ou qui auraient détenu ces pourcentages de voix respectifs le 30 juin 1981 s'ils avaient été parties à la Convention à cette date, ont déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou des déclarations d'application à titre provisoire, conformément aux articles 6, 7 et 8 du présent Protocole.

2. Si le présent Protocole n'entre pas en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, les gouvernements qui auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou des déclarations d'application à titre provisoire, pourront décider d'un commun accord qu'il entrera en vigueur entre les gouvernements qui auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou des déclarations d'application à titre provisoire.

ARTICLE 10.

(Notification par le gouvernement dépositaire).

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, en qualité de gouvernement dépositaire, notifiera à tous les gouvernements signataires et adhérents toute signature, ratification, acceptation, approbation, application à titre provisoire du présent Protocole et toute adhésion, ainsi que toute notification et tout préavis reçus conformément aux dispositions de l'article 27 de la Convention et toute déclaration et notification reçues conformément aux dispositions de l'article 28 de la Convention.

ARTICLE 11.

(Copie certifiée conforme du Protocole).

Le plus tôt possible après l'entrée en vigueur du présent Protocole, le gouvernement dépositaire adressera une copie certifiée conforme dudit Protocole en langues anglaise, espagnole, française et russe au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour enregistrement conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies. Tout amendement au présent Protocole sera pareillement communiqué au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

ARTICLE 12.

(Rapport entre le Préambule et le Protocole).

Le présent Protocole comprend le Préambule des Protocoles de 1981 portant sixième prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971 et portant première prorogation de la Convention relative à l'aide alimentaire de 1980 constituant l'Accord international sur le blé de 1971.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements ou leurs autorités respectifs, ont signé le présent Protocole à la date figurant en regard de leur signature.

Les textes du présent Protocole en langues anglaise, espagnole, française et russe font également foi. Les textes originaux seront déposés auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, qui en transmettra des copies certifiées conformes à chaque partie signataire et adhérent ainsi qu'au Secrétaire exécutif du Conseil.

Pour l'Afrique du Sud:

D. B. SOLE
May 15, 1981

Pour l'Algérie:

RÉDHA MALEK
Mai 15, 1981

Pour l'Allemagne, République Fédérale de:

WIEGARD C. PABSCH
May 14, 1981

Pour l'Arabie Saoudite:

F. ALHEGELAN
30 April, 1981

Pour l'Australie:

N. F. PARKINSON
May 12, 1981

Pour l'Autriche:

D. GUENTER BIRBAUM
May 7, 1981

Pour la Belgique:

J. R. SCHOUMAKER
May 14, 1981

Pour le Brésil:

A. F. AZEREDO DE SILVEIRA
28 April, 1981

Pour la Communauté économique européenne:

R. D. KERGORLAY
May 14, 1981

Pour la Corée:

YONG SHIK KIM
May 7, 1981

Pour Cuba:

R. SANCHEZ PARODI
8 Mayo 1981

Pour le Danemark:

OTTO BORCH
subject to ratification
May 14, 1981

Pour l'Egypte:

ASHRAF GHORBAL
April 24, 1981

Pour l'Espagne:

ALONSO A. DE TOLEDO
15 Mayo 1981

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

RICHARD E. LYNNG
May 8, 1981

Pour la Finlande:

PASI RUTANEN
May 12, 1981

Pour la France:

F. L. LABOULAYE
May 14, 1981

Pour la Grèce:

A. KOSTOPULOS
May 14, 1981

Pour le Guatemala:

FELIPE DOROTEO MONTERROSO
15 Mayo 1981

Pour l'Irak:

Z. AL-OMAR
November 5, 1981

Pour l'Irlande:

SEAN DONLON
May 14, 1981

Pour l'Italie:

PAOLO PANSA CEDRONIO
14 May 1981

Pour le Japon:

YOSHIO OKAWARA
May 12, 1981

Pour le Kenya:

JOHN P. MBOGUA
April 16, 1981

Pour le Luxembourg:

N. DIDIER
May 14, 1981

Pour Maurice:

JESSERAMSING
May 7, 1981

Pour les Pays Bas:

A.G.O. SMITSENDONK
May 14, 1981

Pour le Pérou:

F. SCHWALB
May 15, 1981

Pour le Portugal:

RIBEIRO DE MENESES
May 13, 1981

Pour le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord:

DEREK M. D. THOMAS
May 14, 1981

Pour le Saint-Siège:

PIO LAGHI
May 12, 1981

Pour la Suède:

W. WACHTMEISTER
April 6, 1981

Pour la Suisse:

A. HEGNER
May 6, 1981

Pour la Trinité-et-Tobago:

VICTOR C. MC INTYRE
May 15, 1981

Pour la Tunisie:

ALI HEDDA
April 22, 1981

Pour l'Union des Républiques socialistes soviétiques:

A. DOBRYNIN
May 15, 1981

Pour le Venezuela:

M. PEREZ CH
May 5, 1981

PROTOCOLE DE 1981
PORTANT PREMIERE PROROGATION DE LA
CONVENTION RELATIVE A L'AIDE ALIMENTAIRE DE 1980

Les parties au présent Protocole,

Considérant que la Convention relative à l'aide alimentaire de 1980 (ci-après dénommée « la Convention ») de l'Accord international sur le blé de 1971 vient à expiration le 30 juin 1981,

Son convenus de ce qui suit:

ARTICLE I.

(Prorogation, venue à expiration et résiliation de la Convention).

Sous réserve des dispositions de l'article II du présent Protocole, la Convention demeurera en vigueur entre les parties audit Protocole jusqu'au 30 juin 1983, étant entendu toutefois que, si un nouvel accord en matière d'aide alimentaire entre en vigueur avant le 30 juin 1983, le présent Protocole demeurera en vigueur jusqu'à la date d'entrée en vigueur du nouvel accord seulement.

ARTICLE II.

(Dispositions de la Convention rendues inopérantes).

Les dispositions suivantes de la Convention seront considérées comme inopérantes à compter du 1er juillet 1981:

- a) article XII;
- b) article XVII;
- c) paragraphe 1 de l'article XVIII.

ARTICLE III.

(Aide alimentaire internationale).

Aux fins de l'application de la Convention, telle qu'elle a été prorogée par le présent Protocole, tout membre qui aura adhéré audit Protocole conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article VIII de ce Protocole sera réputé figurer au paragraphe 3 de l'article III de la Convention, avec la contribution minimale qui lui aura été attribuée conformément aux dispositions pertinentes de l'article VIII du présent Protocole.

ARTICLE IV.

(Signature).

Le présent Protocole sera ouvert, à Washington, du 24 mars 1981 au 15 mai 1981 inclus, à la signature des gouvernements visés au paragraphe 3 de l'article III de la Convention.

ARTICLE V.

(Depositaire).

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique est le dépositaire du présent Protocole.

ARTICLE VI.

(Ratification, acceptation ou approbation).

Le présent Protocole est soumis à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation de chaque gouvernement signataire conformément à ses procédures constitutionnelles. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du dépositaire au plus tard le 30 juin 1981, étant entendu que le Comité de l'aide alimentaire établi en vertu de la Convention (dénommé ci-après « le Comité ») peut accorder une ou plusieurs prolongations de délai à tout gouvernement signataire qui n'aura pas déposé son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation à cette date.

ARTICLE VII.

(Application à titre provisoire).

Tout gouvernement signataire peut déposer auprès du dépositaire une déclaration d'application à titre provisoire du présent Protocole. Il applique le présent Protocole à titre provisoire et est réputé provisoirement y être partie.

ARTICLE VIII.

(Adhésion).

1. Le présent Protocole est ouvert à l'adhésion de tout gouvernement visé au paragraphe 3 de l'article III de la Convention qui n'a pas signé le présent Protocole. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du dépositaire au plus tard le 30 juin 1981, étant entendu que le Comité pourra accorder une ou plusieurs prolongations de délai à tout gouvernement qui n'aura pas déposé son instrument d'adhésion à cette date.

2. Lorsque le présent Protocole sera entré en vigueur conformément aux dispositions de l'article IX du présent Protocole, il sera ouvert à l'adhésion de tout gouvernement autre que ceux qui sont visés au paragraphe 3 de l'article III de la Convention, aux condi-

tions que le Comité jugera appropriées. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du dépositaire.

3. Tout gouvernement adhérant au présent Protocole en vertu du paragraphe 1 ou du paragraphe 2 du présent article peut déposer auprès du dépositaire une déclaration d'application à titre provisoire du présent Protocole en attendant le dépôt de son instrument d'adhésion. Il applique le présent Protocole à titre provisoire et est réputé provisoirement y être partie.

ARTICLE IX.

(Entrée en vigueur).

1. Le présent Protocole entrera en vigueur le 1er juillet 1981, si, au 30 juin 1981, les gouvernements visés au paragraphe 3 de l'article III de la Convention ont déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou des déclarations d'application à titre provisoire, et sous réserve que le Protocole de 1981 portant sixième prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971, ou une nouvelle convention sur le commerce du blé la remplaçant, soit en vigueur.

2. Si le présent Protocole n'entre pas en vigueur conformément aux dispositions du paragraphe 1 du présent article, les gouvernements qui auront déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou des déclarations d'application à titre provisoire, pourront décider unanimement qu'il entrera en vigueur entre eux-mêmes, sous réserve que le Protocole de 1981 portant sixième prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971, ou une nouvelle convention sur le commerce du blé la remplaçant, soit en vigueur, ou bien pourront prendre toute autre décision que la situation leur paraîtra exiger.

ARTICLE X.

(Durée).

Le présent Protocole restera en vigueur jusqu'au 30 juin 1983 inclus, sous réserve que le Protocole de 1981 portant sixième prorogation de la Convention sur le commerce du blé de 1971, ou une nouvelle convention sur le commerce du blé la remplaçant, reste en vigueur jusqu'à cette date incluse.

ARTICLE XI.

(Textes faisant foi).

Les textes du présent Protocole en langues anglaise, espagnole, française et russe font tous également foi. Les originaux seront déposés dans les archives du dépositaire, qui en adressera des copies certifiées conformes à tous les gouvernements signataires et adhérents.

ARTICLE XII.

(Rapport entre le Préambule et le Protocole).

Le présent Protocole comprend le Préambule des Protocoles de 1981 portant sixième prorogation de l'Accord international sur le blé de 1971.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements ou autorités respectifs, ont signé le présent Protocole à la date qui figure en regard de leur signature.

Pour l'Allemagne, République Fédérale de:

WIEGARD C. PABSCH
May 14, 1981

Pour l'Australie:

N. F. PARKINSON
May 12, 1981

Pour l'Autriche:

D. GUENTER BIRBAUM
May 7, 1981

Pour la Belgique:

J. R. SCHOUMAKER
May 14, 1981

Pour la Communauté économique européenne:

R. D. KERGORLAY
May 14, 1981

Pour le Danemark:

OTTO BORCH
subject to ratification
May 14, 1981

Pour l'Espagne:

ALONSO A. DE TOLEDO
15 Mayo 1981

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

RICHARD E. LENG
May 8, 1981

Pour la Finlande:

PASI RUTANEN
May 12, 1981

Pour la France:

F. L. LABOULAYE
14 Mai 1981

Pour la Grèce:

A. KOSTOPOULOS
May 14, 1981

Pour l'Irlande:

SEÁN DONLON
May 14, 1981

Pour l'Italie:

PAOLO PANSÀ CEDRONIO
May 14, 1981

Pour le Japon:

YOSHIO OKAWARA
May 12, 1981

Pour le Luxembourg:

N. DIDIER
May 14, 1981

Pour la Norvège:

KNUT HEDEMANN
March 25, 1981

Pour les Pays Bas:

A.G.O. SMITSENDONK
May 14, 1981

Pour le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord:

DEREK M. D. THOMAS
May 14, 1981

Pour la Suède:

W. WACHTMEISTER
April 6, 1981

Pour la Suisse:

A. HEGNER
May 6, 1981

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N. B. — *I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nei Protocolli, fra cui il testo in lingua francese qui sopra riportato.*

PROTOCOLLI

del 1981 recanti sesta proroga della Convenzione sul commercio del grano del 1971 e prima proroga della Convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1980, che costituiscono l'Accordo internazionale sul grano del 1971

PREAMBOLO

La Conferenza riunitasi per stabilire i testi dei Protocolli del 1981 recanti sesta proroga della Convenzione sul commercio del grano del 1971 e prima proroga della Convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1980, che costituiscono l'Accordo internazionale sul grano del 1971,

considerando che l'Accordo internazionale sul grano del 1949 è stato riveduto, ricondotto o prorogato negli anni 1953, 1956, 1959, 1962, 1965, 1966, 1967, 1968, 1971, 1974, 1975, 1976, 1978 e 1979,

considerando che l'Accordo internazionale sul grano del 1971, costituito da due strumenti giuridici distinti — la Convenzione sul commercio del grano del 1971, nuovamente prorogata mediante Protocollo del 1979, e la Convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1980 — giunge a scadenza il 30 giugno 1981,

ha concordato il testo dei Protocolli del 1981 recanti sesta proroga della Convenzione sul commercio del grano del 1971 e prima proroga della Convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1980.

PROTOCOLLO DEL 1981 RECANTE SESTA PROROGA DELLA
CONVENZIONE SUL COMMERCIO DEL GRANO DEL 1971

I governi parti contraenti del presente Protocollo,

considerando che la Convenzione sul commercio del grano del 1971 (in appresso denominata « Convenzione ») facente parte dell'Accordo internazionale sul grano del 1971, che è stata prorogata nuovamente mediante Protocollo nel 1979, giunge a scadenza il 30 giugno 1981,

hanno convenuto quanto segue:

ARTICOLO 1.

(Proroga, scadenza e denuncia della Convenzione).

Fatte salve le disposizioni dell'articolo 2 del presente Protocollo, la Convenzione rimarrà in vigore tra le parti contraenti del medesimo fino al 30 giugno 1983, restando tuttavia inteso che, qualora un nuovo accordo internazionale sul grano entri in vigore anteriormente al 30 giugno 1983, il Protocollo in causa rimarrà in vigore soltanto fino alla data di entrata in vigore del nuovo accordo.

ARTICOLO 2.

(Disposizioni della Convenzione inoperanti).

Le seguenti disposizioni della Convenzione sono considerate inoperanti a decorrere dal 1° luglio 1981:

- a) paragrafo 4 dell'articolo 19;
- b) articoli da 22 a 26 incluso;
- c) paragrafo 1 dell'articolo 27;
- d) articoli da 29 a 31 incluso.

ARTICOLO 3.

(Definizione).

Qualsiasi menzione, nel presente Protocollo, di un « governo » o di « governi » vale anche per la Comunità economica europea (in appresso denominata « la Comunità »). Pertanto, qualsiasi menzione nel presente Protocollo della « firma » o del « deposito degli stru-

menti di ratifica, di accettazione o di approvazione » o di uno « strumento di adesione » o di una « dichiarazione di applicazione provvisoria » da parte di un governo, vale, nel caso della Comunità, anche per la firma o per la dichiarazione di applicazione provvisoria a nome della Comunità da parte della sua autorità competente, nonché per il deposito dello strumento richiesto dalla procedura istituzionale della Comunità per la conclusione di un accordo internazionale.

ARTICOLO 4.

(Disposizioni finanziarie).

La quota iniziale di ogni membro esportatore o di ogni membro importatore che aderisce al presente Protocollo conformemente alle disposizioni dell'articolo 7, paragrafo 1, lettera *b*) del medesimo, viene fissata dal Consiglio in funzione del numero dei voti che gli saranno attribuiti e del periodo restante della campagna agricola in corso; tuttavia, le quote fissate per gli altri membri esportatori e per gli altri membri importatori per la campagna agricola in corso non sono modificate.

ARTICOLO 5.

(Firma).

Il presente Protocollo sarà aperto, a Washington, dal 24 marzo 1981 al 15 maggio 1981 incluso, alla firma dei governi dei paesi che sono parti contraenti della Convenzione prorogata nuovamente dal Protocollo del 1979 e che sono provvisoriamente considerati parti contraenti di quest'ultima alla data del 6 marzo 1981, o che sono membri dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, delle sue istituzioni specializzate o dell'Agenzia internazionale per l'energia atomica e che figurano nell'Allegato A o nell'Allegato B della Convenzione.

ARTICOLO 6.

(Ratifica, accettazione o approvazione).

Il presente Protocollo è sottoposto alla ratifica, all'accettazione o all'approvazione di ogni governo firmatario, conformemente alle sue proprie procedure costituzionali. Gli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione saranno depositati presso il Governo degli Stati Uniti d'America entro il 30 giugno 1981, restando tuttavia inteso che il Consiglio può accordare una o più proroghe del termine ad ogni governo firmatario che non abbia depositato il proprio strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione entro tale data.

ARTICOLO 7.

(Adesione).

1. Il presente Protocollo sarà aperto:

a) fino al 30 giugno 1981 all'adesione del governo di ogni membro elencato a tale data negli allegati A o B della Convenzione, restando tuttavia inteso che il Consiglio può accordare una o più proroghe del termine ad ogni governo che non abbia depositato il proprio strumento di adesione entro tale data;

b) dopo il 30 giugno 1981 all'adesione del governo di ogni membro dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, delle sue istituzioni specializzate o dell'Agenzia internazionale per l'energia atomica, alle condizioni che il Consiglio riterrà opportune, a maggioranza dei due terzi almeno dei voti espressi dai membri esportatori e dei due terzi almeno dei voti espressi dai membri importatori.

2. L'adesione avviene mediante deposito di uno strumento di adesione presso il Governo degli Stati Uniti d'America.

3. Quando viene fatta menzione, ai fini dell'applicazione della Convenzione e del presente Protocollo, dei membri elencati negli allegati A o B della convenzione, ogni membro il cui governo abbia aderito alla convenzione alle condizioni prescritte dal Consiglio ovvero al presente protocollo conformemente al paragrafo 1, lettera b) del presente articolo, sarà ritenuto indicato nell'allegato relativo.

ARTICOLO 8.

(Applicazione provvisoria).

Ogni governo firmatario può depositare presso il Governo degli Stati Uniti d'America una dichiarazione di applicazione provvisoria del presente Protocollo. Anche ogni altro governo che soddisfi alle condizioni necessarie per la firma del presente Protocollo o la cui richiesta di adesione sia stata approvata dal Consiglio può depositare, presso il Governo degli Stati Uniti d'America, una dichiarazione di applicazione provvisoria. Ogni governo che depositi tale dichiarazione applica il presente Protocollo in via provvisoria ed è ritenuto provvisoriamente parte contraente dello stesso.

ARTICOLO 9.

(Entrata in vigore).

1. Il presente Protocollo entrerà in vigore il 1° luglio 1981 se, entro il 30 giugno 1981, dei governi rappresentanti i membri esportatori che detengono almeno il 60 per cento dei voti di cui all'alle-

gato A e rappresentanti i membri importatori che detengono almeno il 50 per cento dei voti di cui all'allegato B o che avrebbero detenuto tali percentuali rispettive di voti il 30 giugno 1981 se fossero stati parti contraenti della convenzione a tale data avranno depositato strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione o dichiarazioni di applicazione provvisoria in conformità degli articoli 6, 7 e 8 del presente protocollo.

2. Se il presente Protocollo non entra in vigore conformemente alle disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo, i governi che avranno depositato strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione o dichiarazioni di applicazione provvisoria potranno decidere di comune accordo che esso entrerà in vigore tra i governi che avranno depositato strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione o dichiarazioni di applicazione provvisoria.

ARTICOLO 10.

(Notifiche da parte del governo depositario).

Il Governo degli Stati Uniti d'America, in qualità di governo depositario, notificherà a tutti i governi firmatari ed aderenti ogni firma, ratifica, accettazione, approvazione, applicazione provvisoria del presente Protocollo ed ogni adesione, nonché ogni notifica e preavviso ricevuti in conformità dell'articolo 27 della Convenzione, ed ogni dichiarazione e notifica ricevute in conformità dell'articolo 28 della Convenzione.

ARTICOLO 11.

(Copia certificata conforme del Protocollo).

Al più presto, dopo l'entrata in vigore del presente Protocollo, il governo depositario invierà una copia certificata conforme di detto protocollo, nelle lingue inglese, spagnola, francese e russa, al segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per la registrazione in conformità dell'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite. Ogni emendamento del presente Protocollo sarà parimenti comunicato al segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

ARTICOLO 12.

(Rapporti tra il preambolo e il Protocollo).

Il presente Protocollo comprende il preambolo dei protocolli del 1981 recanti sesta proroga della Convenzione sul commercio del grano del 1971 e prima proroga della convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1980, che costituiscono l'Accordo internazionale sul grano del 1971.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, debitamente autorizzati a tale scopo dai rispettivi governi o dalle rispettive autorità, hanno firmato il presente Protocollo alla data figurante a fronte della loro firma.

I testi del presente Protocollo nelle lingue inglese, spagnola, francese e russa fanno ugualmente fede. Gli originali saranno depositati presso il Governo degli Stati Uniti d'America, che ne invierà copie certificate conformi a tutte le parti firmatarie ed aderenti, nonché al segretario esecutivo del Consiglio.

(Seguono le firme).

PROTOCOLLO DEL 1981
RECANTE PRIMA PROROGA DELLA CONVENZIONE RELATIVA
ALL'AIUTO ALIMENTARE DEL 1980

Le parti contraenti del presente Protocollo,

considerando che la Convenzione relativa all'aiuto alimentare del 1980 (in appresso denominata « Convenzione ») facente parte dell'Accordo internazionale sul grano del 1971 giunge a scadenza il 30 giugno 1981,

hanno convenuto quanto segue:

ARTICOLO I.

(Proroga, scadenza e denuncia della Convenzione).

Fatte salve le disposizioni dell'articolo II del presente Protocollo, la Convenzione rimarrà in vigore tra le parti contraenti del medesimo fino al 30 giugno 1983, restando tuttavia inteso che, qualora un nuovo accordo in materia di aiuto alimentare entri in vigore anteriormente al 30 giugno 1983, il presente Protocollo rimarrà in vigore soltanto fino alla data di entrata in vigore del nuovo Accordo.

ARTICOLO II.

(Disposizioni della Convenzione inoperanti).

Le seguenti disposizioni della Convenzione sono considerate inoperanti a decorrere dal 1° luglio 1981:

- a) articolo XII;
- b) articolo XVII;
- c) paragrafo 1 dell'articolo XVIII.

ARTICOLO III.

(Aiuto alimentare internazionale).

Ai fini dell'applicazione della Convenzione quale è stata prorogata dal presente Protocollo, ogni membro che avrà aderito al medesimo conformemente al suo articolo VIII sarà considerato come indicato nell'articolo III, paragrafo 3 della Convenzione, con il contributo minimo che gli sarà stato assegnato conformemente alle disposizioni pertinenti dell'articolo VIII del presente Protocollo.

ARTICOLO IV.

(Firma).

Il presente Protocollo sarà aperto a Washington, dal 24 marzo 1981 al 15 maggio 1981 incluso, alla firma dei governi di cui all'articolo III, paragrafo 3 della convenzione.

ARTICOLO V.

(Depositario).

Il Governo degli Stati Uniti d'America è il depositario del presente Protocollo.

ARTICOLO VI.

(Ratifica, accettazione o approvazione).

Il presente Protocollo è sottoposto alla ratifica, all'accettazione o all'approvazione di ogni governo firmatario, conformemente alle sue proprie procedure costituzionali. Gli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione saranno depositati presso il depositario entro il 30 giugno 1981, restando tuttavia inteso che il comitato dell'aiuto alimentare istituito a norma della convenzione (in appresso denominato « comitato ») può accordare una o più proroghe del termine ad ogni governo firmatario che non abbia depositato il proprio strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione entro tale data.

ARTICOLO VII.

(Applicazione provvisoria).

Ogni governo firmatario può depositare presso il depositario una dichiarazione di applicazione provvisoria del presente Protocollo. Esso applica tale Protocollo in via provvisoria ed è ritenuto provvisoriamente parte contraente dello stesso.

ARTICOLO VIII.

(Adesione).

1. Il presente Protocollo è aperto all'adesione di ogni governo di cui all'articolo III, paragrafo 3 della Convenzione, che non abbia firmato detto Protocollo. Gli strumenti di adesione saranno depositati presso il depositario entro il 30 giugno 1981, restando tuttavia inteso che il comitato può accordare una o più proroghe del termine ad ogni governo che non abbia depositato il proprio strumento di adesione entro tale data.

2. Quando il presente Protocollo sarà entrato in vigore conformemente al disposto del suo articolo IX, esso sarà aperto all'adesione di ogni governo diverso da quelli di cui all'articolo III, paragrafo 3 della convenzione, alle condizioni che il comitato riterrà opportune. Gli strumenti di adesione saranno depositati presso il depositario.

3. Ogni governo aderente al presente Protocollo a norma del paragrafo 1 o del paragrafo 2 del presente articolo può depositare presso il depositario una dichiarazione di applicazione provvisoria del presente Protocollo, in attesa del deposito del suo strumento di adesione. Esso applica il presente Protocollo in via provvisoria ed è ritenuto provvisoriamente parte contraente dello stesso.

ARTICOLO IX.

(Entrata in vigore).

1. Il presente Protocollo entrerà in vigore il 1° luglio 1981 se, entro il 30 giugno 1981, i governi di cui all'articolo III, paragrafo 3, della Convenzione avranno depositato gli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione o le dichiarazioni di applicazione provvisoria, sempreché sia in vigore il Protocollo del 1981 recante sesta proroga della Convenzione sul commercio del grano del 1971 o una nuova convenzione sul commercio del grano che la sostituisca.

2. Se il presente Protocollo non entra in vigore conformemente alle disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo, i governi che avranno depositato gli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione o le dichiarazioni di applicazione provvisoria potranno decidere all'unanimità che esso entrerà in vigore tra di loro, sempreché sia in vigore il Protocollo del 1981 recante sesta proroga della Convenzione sul commercio del grano del 1971 o una nuova Convenzione sul commercio del grano che la sostituisca, ovvero potranno adottare qualsiasi altra misura che a loro parere la situazione richieda.

ARTICOLO X.

(Durata).

Il presente Protocollo resterà in vigore fino al 30 giugno 1983 incluso, sempreché resti in vigore fino a tale data inclusa il Protocollo del 1981 recante sesta proroga della Convenzione sul commercio del grano del 1971 o una nuova Convenzione sul commercio del grano che la sostituisca.

ARTICOLO XI.

(Testi facenti fede).

I testi del presente Protocollo nelle lingue inglese, spagnola, francese e russa fanno ugualmente fede. Gli originali saranno depositati negli archivi del depositario, che ne invierà copie certificate conformi a tutti i governi firmatari ed aderenti.

ARTICOLO XII.

(Rapporti tra il preambolo e il Protocollo).

Il presente Protocollo comprende il preambolo dei protocolli del 1981 recanti sesta proroga dell'Accordo internazionale sul grano del 1971.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, debitamente autorizzati a tale scopo dai rispettivi governi o dalle rispettive autorità, hanno firmato il presente protocollo alla data figurante a fronte della loro firma.

(Seguono le firme).